



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.237/4
du 25 avril 2018

advies 63.237/4
van 25 april 2018

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'tendant à
l'introduction du test d'égalité
des chances'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brusselse
Hoofdstedelijke Gewest 'tot
invoering van de gelijke
kansen test'

Le 28 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 avril 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 avril 2018.

*

Op 28 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot invoering van de gelijke kansen test'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 april 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Selon la note au Gouvernement, les formalités budgétaires, avis de l'Inspection des Finances et accord du Ministre du Budget, ne sont pas d'application.

Cependant, en son article 4, l'avant-projet d'ordonnance tendant à l'introduction du test d'égalité des chances, charge le Gouvernement de créer un comité. L'avant-projet est dès lors susceptible d'avoir un impact budgétaire et doit donc être soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances.

2. Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale',

« Chaque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handstreaming*. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le ministre ou le secrétaire d'État l'expose dans une note au Gouvernement et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Cependant, le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation.

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

1. L'arrêté de présentation d'un projet d'ordonnance ne comporte pas de préambule. Les six visas que comporte l'arrêté de présentation relatif à l'avant-projet à l'examen seront en conséquence omis.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

2. La formule de présentation de l'avant-projet d'ordonnance est erronée. Elle doit être rédigée comme suit :

« Le ministre compétent pour la politique de l'égalité des chances est chargé de présenter au Parlement le projet d'ordonnance dont la teneur suit : ».

DISPOSITIF

Article 2

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, que l'établissement d'un rapport d'évaluation n'est imposé que pour les projets mentionnés aux 1^o à 6^o. L'exposé des motifs sera complété en conséquence.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, il est fait référence à des « projets d'accord de gestion ». Il résulte du commentaire de l'article et de la référence qui y est faite à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 octobre 2014 'concernant les modalités du contrôle de gestion', qu'il s'agit de projets de contrats de gestion. Le texte sera revu en ce sens.

3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, il y a lieu de préciser, au moins dans le commentaire de l'article, ce qu'il y a lieu d'entendre par « guides de subventions ».

4. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, l'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, l'imposition d'un rapport d'évaluation systématique fondé sur les critères de l'orientation sexuelle et de la minorité culturelle et ethnique, outre l'évaluation fondée sur le genre et le handicap, à l'exclusion d'autres critères potentiellement susceptibles d'être pris en considération ¹, pour lesquels il est seulement prévu qu'un tel rapport peut être établi « si l'auteur des projets visé[s] au [§ 1^{er}] estime que c'est nécessaire » (alinéa 4 en projet). L'exposé des motifs sera complété à cet effet.

5. Au paragraphe 1^{er}, alinéas 5 à 7, non seulement l'alinéa 1^{er} ne vise aucune direction mais, plus fondamentalement, il n'appartient pas au législateur de régler le fonctionnement de l'administration. En outre, s'agissant de l'alinéa 5, il ressort déjà de l'alinéa 1^{er} que le rapport est établi sous la responsabilité du ministre ou du secrétaire d'État concerné. Les alinéas 5 à 7 seront omis.

¹ Voir l'article 5, 2^o, de l'ordonnance du 5 octobre 2017 'tendant à lutter contre certaines formes de discriminations et à promouvoir l'égalité de traitement', qui érige en « 'critères protégés' : le sexe, la prétendue race, la couleur de peau, la nationalité, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l'état de santé, un handicap, une caractéristique physique ou génétique, l'origine et la condition sociales ».

6. Au paragraphe 2, l'habilitation est excessive en ce qu'elle permet au Gouvernement de modifier la portée même de l'ordonnance. Il est par ailleurs renvoyé à l'observation 4.

7.1. Au paragraphe 3, le fait qu'un rapport d'évaluation ne doit pas être établi dans les circonstances mentionnées aux 1° à 5° pose question au regard du principe d'égalité et de non-discrimination. Il se peut en effet qu'un projet entrant dans les prévisions des exemptions consacrées par le paragraphe 3, 1° à 5°, ait un impact direct et majeur sur l'égalité des chances au sens de la présente ordonnance. Une exonération pure et simple de toute évaluation, valant pour toute espèce de projet - parce qu'il s'agit, par exemple, d'un projet d'assentiment, d'un projet qui n'entre pas dans la compétence d'avis de la section de législation ou d'un projet urgent pour lequel l'avis de la section de législation est demandé dans les cinq jours ou n'est pas demandé -, indépendamment de l'impact que ce projet peut avoir sur l'égalité des chances au sens de la présente ordonnance, paraît disproportionnée et non pertinente au regard des objectifs poursuivis par la législation à l'examen et semble, par voie de conséquence, ne pas pouvoir être considérée comme conforme au principe d'égalité et de non-discrimination. Sauf à pouvoir dûment justifier le régime ainsi mis en place au regard de ce principe, l'article 2, § 3, sera revu².

7.2. Les articles 2, § 1^{er}, alinéa 2, 5 et 6 intègrent le « gender test » et le « *handstreaming* » dans le nouveau dispositif du test « de l'égalité des chances », il est ainsi suggéré que les deux tests précités seront soumis aux mêmes causes d'exemption que celles visées à l'article 2, § 3 de l'avant-projet. Or, le commentaire des articles 5 et 6 suggère tout au contraire que l'obligation d'effectuer un « gender test » et un « *handstreaming* » demeure identique à ce qui prévaut actuellement « sans qu'il y soit apporté de modification ». L'auteur de l'avant-projet clarifiera son intention et le cas échéant justifiera le recul qu'il réaliserait dans les protections existantes.

8. Au paragraphe 3, 6°, la section de législation n'aperçoit pas quel projet d'acte législatif ou réglementaire pourrait n'avoir aucune « influence directe ou indirecte sur les personnes physiques ».

Article 3

Toujours en vertu du principe selon lequel il n'appartient pas au législateur de régler le fonctionnement de l'administration, l'article 3 sera revu afin d'attribuer une compétence au Gouvernement qui, éventuellement, la délèguera au service administratif ou au fonctionnaire qu'il déterminera.

² Voir dans un sens analogue l'avis n° 51.774/1 donné le 9 août 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51774.pdf>.

Article 4

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', rendu applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', selon lequel :

« Dans les matières qui relèvent de leurs compétences, les communautés et les régions peuvent créer des services décentralisés, des établissements et des entreprises, ou prendre des participations en capital.

Le décret peut accorder aux organismes précités la personnalité juridique et leur permettre de prendre des participations en capital. Le décret en règle la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle ».

Il se déduit de cette disposition que si l'intention est de créer une personne morale de droit public, il convient que les règles de base relatives à la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle de cette personne soient fixées par le législateur et que ces règles soient telles qu'elles garantissent la nature publique de la personne morale ainsi créée ³.

Article 7

Afin de se conformer aux principes qui gouvernent la répartition des compétences entre les pouvoirs législatif et exécutif, il convient d'encadrer l'habilitation faite au Gouvernement de fixer la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance en projet en prévoyant dans l'ordonnance une date ultime d'entrée en vigueur de celle-ci.

*

³ Voir en ce sens, notamment, les avis n^{os} 58.215/2 donné le 21 octobre 2015 sur l'avant-projet devenu l'ordonnance du 18 décembre 2015 'portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de Statistique, du conseil d'administration et des comités scientifiques de l'Institut des Comptes Nationaux' et 60.125/2 donné le 26 septembre 2016 sur l'avant-projet devenu le décret du 17 novembre 2016 'autorisant la Communauté française à s'associer à des tierces parties au sein d'une personne morale de droit public et en fixant la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr, 2016-2017, n^o 351/1, pp.11-17.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Volgens de nota aan de regering zijn de budgettaire vormvereisten, te weten het advies van de Inspectie van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting, niet van toepassing.

In artikel 4 van het voorontwerp van ordonnantie tot invoering van de gelijkkekansentest wordt de regering evenwel belast met het oprichten van een comité. Het voorontwerp kan derhalve een budgettaire weerslag hebben en moet dus voor advies worden voorgelegd aan de inspecteur van Financiën.

2. Artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ luidt:

“Elke minister en staatssecretaris evalueert elk ontwerp van wetgevende of regelgevende [akte] vanuit het oogpunt van handistreaming. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap dan geeft de minister of staatssecretaris dat aan in een nota aan de regering en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt.”

Het voorliggende dossier bevat echter geen dergelijke evaluatie.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste wordt vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

INDIENINGSBESLUIT

1. Een indieningsbesluit van een ontwerp van ordonnantie bevat geen aanhef. De zes aanhefverwijzingen van het indieningsbesluit van het voorliggende voorontwerp moeten bijgevolg worden weggelaten.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

2. Het indieningsformulier van het voorontwerp van ordonnantie is niet correct. Het moet worden geredigeerd als volgt:

“De minister bevoegd voor het gelijkekansenbeleid is ermee belast bij het parlement het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:”.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. In paragraaf 1, eerste lid, moet de steller van het voorontwerp ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en van non-discriminatie kunnen rechtvaardigen dat het opstellen van een evaluatieverslag enkel wordt opgelegd voor de ontwerpen die worden vermeld in de punten 1° tot en met 6°. De memorie van toelichting moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. In paragraaf 1, eerste lid, 2°, wordt verwezen naar “ontwerpen van beheersovereenkomsten”. Uit de commentaar op het artikel en uit de daarin vervatte verwijzing naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 oktober 2014 ‘betreffende de modaliteiten van de beheerscontrole’ blijkt dat het gaat om ontwerpen van beheerscontracten. De tekst moet in die zin worden herzien.

3. In paragraaf 1, eerste lid, 5°, dient op zijn minst in de commentaar op het artikel te worden gepreciseerd wat moet worden verstaan onder “subsidiegidsen”.

4. In paragraaf 1, derde lid, moet de steller van het voorontwerp ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en van non-discriminatie kunnen rechtvaardigen dat, behalve de evaluatie gebaseerd op gender en handicap, ook een systematisch evaluatieverslag wordt opgelegd dat is gebaseerd op de criteria seksuele geaardheid en etnisch-culturele minderheid, met uitsluiting van andere criteria die mogelijk in aanmerking kunnen worden genomen¹ en waarvoor enkel wordt bepaald dat een dergelijk verslag kan worden opgesteld “indien de auteur van de in de eerste paragraaf bedoelde ontwerpen dat relevant acht” (ontworpen vierde lid). De memorie van toelichting moet daartoe worden aangevuld.

5. Wat paragraaf 1, vijfde tot en met zevende lid, betreft, is het zo dat in het eerste lid niet alleen geen enkele directie wordt aangehaald, maar dat het de wetgever niet toekomt de werkwijze van het bestuur te regelen, wat nog fundamenteler is. Wat het vijfde lid betreft, blijkt bovendien reeds uit het eerste lid dat het verslag wordt opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de betrokken minister of staatssecretaris. Het vijfde tot en met het zevende lid moeten worden weggelaten.

¹ Zie artikel 5, 2°, van de ordonnantie van 5 oktober 2017 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en ter bevordering van gelijke behandeling’ waarin men onder “beschermde criteria” verstaat: “geslacht, zogenaamd ras, huidskleur, nationaliteit, afkomst, nationale of etnische afstamming, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, syndicale overtuiging, taal, gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap, sociale afkomst en positie”.

6. In paragraaf 2 is de opgedragen bevoegdheid te ruim. Ze biedt de regering immers de mogelijkheid om de strekking zelf van de ordonnantie te wijzigen. Voorts wordt verwezen naar opmerking 4.

7.1. In paragraaf 3 doet het feit dat geen evaluatieverslag moet worden opgesteld in de situaties die worden vermeld in de punten onder 1° tot en met 5°, vragen rijzen ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en van non-discriminatie. Het is immers mogelijk dat een ontwerp dat valt onder de vrijstellingen die worden verankerd in paragraaf 3, 1° tot en met 5°, rechtstreekse en ingrijpende gevolgen heeft voor de gelijke kansen in de zin van de voorliggende ordonnantie. Een algehele vrijstelling van elke evaluatie, die geldt voor elk soort ontwerp – omdat het bijvoorbeeld gaat om een ontwerp van instemmingsakte, om een ontwerp dat niet valt onder de adviesverlenende bevoegdheid van de afdeling Wetgeving of om een dringend ontwerp waarvoor het advies van de afdeling Wetgeving binnen vijf dagen wordt gevraagd of níet wordt gevraagd –, lijkt buitensporig en irrelevant in het licht van de doelstellingen die bij de voorliggende wetgeving worden nagestreefd, en lijkt bijgevolg niet te kunnen worden beschouwd als zijnde in overeenstemming met het beginsel van gelijkheid en van non-discriminatie, los van de gevolgen die dat ontwerp kan hebben voor de gelijkheid van kansen in de zin van de voorliggende ordonnantie. Tenzij de aldus ingevoerde regeling terdege te rechtvaardigen is in het licht van dat beginsel, moet artikel 2, § 3, worden herzien.²

7.2. In de artikelen 2, § 1, tweede lid, 5 en 6, worden de “gendertest” en de “handistreaming” opgenomen in het nieuwe dispositief van de “gelijkekansentest”. Aldus wordt de indruk gewekt dat de twee voornoemde tests moeten worden onderworpen aan dezelfde vrijstellingsgronden als die welke bedoeld worden in artikel 2, § 3, van het voorontwerp. Maar de toelichting bij de artikelen 5 en 6 wekt daarentegen de indruk dat de verplichting om een “gendertest” en een “handistreaming” uit te voeren, “ongewijzigd” blijft ten opzichte van wat momenteel geldt. De steller van het voorontwerp moet zijn bedoeling verduidelijken en, in voorkomend geval, kunnen verantwoorden waarom hij de bestaande bescherming zou terugschroeven.

8. In paragraaf 3, 6°, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk welke wetgevende of verordenende ontwerp tekst “geen rechtstreeks[e] of onrechtstreeks[e] invloed op natuurlijke personen” zou kunnen hebben.

Artikel 3

Op grond van hetzelfde beginsel dat het de wetgever niet toekomt de werkwijze van het bestuur te regelen, moet artikel 3 worden herzien teneinde aan de regering een bevoegdheid te verlenen die ze eventueel zal delegeren aan de administratieve dienst of de ambtenaar die ze zal aanwijzen.

² Zie in overeenkomstige zin advies 51.774/1, gegeven op 9 augustus 2012 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/51774.pdf>.

Artikel 4

De steller van het voorontwerp wordt attent gemaakt op artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, toepasselijk gemaakt op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’. Dat artikel luidt als volgt:

“In de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, kunnen de Gemeenschappen en de Gewesten gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen oprichten of kapitaalsparticipaties nemen.

Het decreet kan aan voornoemde organismen rechtspersoonlijkheid toekennen en hun toelaten kapitaalsparticipaties te nemen. Het decreet regelt hun oprichting, samenstelling, bevoegdheid, werking en toezicht.”

Uit die bepaling volgt dat, indien het de bedoeling is een publiekrechtelijke rechtspersoon op te richten, de basisregels van de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid en de werkwijze ervan en van het toezicht erop moeten worden vastgesteld door de wetgever en dat die regels zo dienen te worden geformuleerd dat ze de publiekrechtelijke aard van de aldus opgerichte rechtspersoon garanderen.³

Artikel 7

Om te voldoen aan de beginselen die gelden voor de verdeling van de bevoegdheden over de wetgevende en de uitvoerende macht, dient de aan de regering verleende machtiging om de datum van inwerkingtreding van de ontworpen ordonnantie te bepalen te worden afgebakend een in de ordonnantie een uiterste datum van inwerkingtreding ervan vast te stellen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

³ Zie in die zin inzonderheid advies 58.215/2, gegeven op 21 oktober 2015 over het voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 18 december 2015 ‘houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de Statistiek, van de raad van bestuur en de wetenschappelijke comités van het Instituut voor de Nationale Rekeningen’ en advies 60.125/2, gegeven op 26 september 2016 over het voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 17 november 2016 ‘waarbij de Franse Gemeenschap ertoe wordt gemachtigd samen met derde partijen een publiekrechtelijke rechtspersoon op te richten en waarbij zijn oprichting, samenstelling, bevoegdheid, werking en toezicht worden geregeld’, *Parl.St. Fr.Parl.* 2016-17, nr. 351/1, 11-17.